



AMBASSADE DE SUISSE
EN ROUMANIE

BUCAREST 22, le 5 février 1966
Strada Pitar Moş, 12

Réf.:

R.P. no 1

Monsieur Willy Spühler
Conseiller fédéral
Chef du Département
politique fédéral

B e r n e

| | | | | | | |
|--------------------------|--|--|--|--|--|------|
| | | | | | | c/a |
| Datum | | | | | | 11.3 |
| Von | | | | | | 1/1 |
| EPD 11. März 1966 | | | | | | |
| Ref. p. A.M. 31 Bucarest | | | | | | |

Tendances de la politique roumaine

Monsieur le Conseiller fédéral,

Pour un nouvel arrivé dans un pays de l'Est - dans mon cas la Roumanie - il est fort difficile après quelques semaines de séjour de porter un jugement sur les tendances de la politique de ce pays et de déterminer avec précision le jeu des dirigeants roumains sur l'échiquier communiste.

J'ai néanmoins l'impression que les autorités poursuivent avec beaucoup de prudence leur politique d'"indépendance nationale" proclamée en avril 1964 qui, comme vous le savez, visait principalement leurs relations avec l'URSS et eut comme corollaire la recherche d'une amélioration de celles avec les pays occidentaux. En plus de déclarations ou publications réitérant cette politique, l'on peut rappeler les visites du premier Ministre Maurer ou d'autres membres du Gouvernement à des pays non-communistes. Même si ces délégations roumaines avaient la plupart du temps pour mission l'intensification des échanges commerciaux - comme par exemple celle qui se trouve actuellement à Londres, dirigée par le vice-premier Ministre Birladeanu accompagné du Ministre du commerce extérieur - elles ont permis des contacts avec des dirigeants occidentaux.

- 2 -

Dans cet ordre d'idées, je peux mentionner ici que lors de l'entretien assez prolongé, qui suivit la remise de mes lettres de créance, le Président du Conseil d'Etat, M. CHIVU Stoica, à propos des relations entre son pays et la Suisse, a tenu à insister sur le fait que rien n'empêche deux pays aux systèmes politiques différents d'entretenir de bonnes relations et de coopérer dans divers domaines. Ses remarques étaient non seulement un rappel de la coexistence pacifique, mais semblent montrer que les gouvernants roumains veulent aller plus loin et cherchent à intensifier leurs contacts avec les pays occidentaux.

Evidemment, il m'est impossible de juger dans quelle mesure l'URSS cherche à freiner les tendances roumaines qui ne peuvent que nuire à la cohésion de la politique des pays communistes, mais l'on doit constater que jusqu'à présent les gouvernants roumains ont agi avec beaucoup d'habileté, profitant évidemment du différend qui sépare la Russie de la Chine.

Parallèlement à cette politique d'indépendance nationale, l'on a assisté à des modifications de nature interne bien que, semble-t-il, celles-ci aient été beaucoup moins marquées que dans d'autres pays du bloc communiste comme en Hongrie. On constate ainsi que, ces dernières années, l'on a donné plus de poids à la culture et aux traditions roumaines avec en contrepartie la suppression de déformations pro-soviétiques données à l'histoire récente de la Roumanie.

A ce propos, je peux signaler une toute récente manifestation dans ce domaine : pour la première fois depuis l'arrivée au pouvoir des communistes, l'on s'est souvenu de l'anniversaire - le 107ème - de la naissance de la Roumanie à la suite de l'union des principautés de Moldavie et de Valachie sous le prince Cuza, le 24 janvier 1859, union qui

- 3 -

devait beaucoup à l'appui de Napoléon III et marquait le recul non seulement de la puissance turque mais aussi de l'influence russe. Or, cette année la presse a commémoré cette date par de nombreux articles montrant évidemment que cette union avait pu se faire grâce aux masses populaires roumaines et affirmant que les circonstances historiques n'avaient pas permis la réunion de la Transylvanie à la Roumanie conformément aux aspirations du peuple de cette région (affirmation ne laissant pas d'étonner quand l'on sait que ce territoire, sur lequel les visées de la Hongrie n'ont, semble-t-il, pas disparu, contient de fortes minorités hongroises et saxonnes qui ne vont pas sans causer, actuellement encore, des difficultés aux autorités roumaines). Cette célébration s'est terminée par une représentation à l'Opéra de Bucarest, à laquelle assistaient les membres du Gouvernement et toute la hiérarchie communiste, représentation qui commençait par une scène "historique" où l'on entendait le prince Cuza discutant avec des contemporains dans la meilleure phraséologie communiste !

Sans doute, ces manifestations constituaient une manoeuvre de politique interne par laquelle le Gouvernement cherche à s'attacher l'opinion publique en faisant appel au nationalisme du peuple roumain.

En terminant ce rapport, je voudrais encore mentionner les visites faites en Hongrie et en Yougoslavie par le premier Ministre Maurer durant le mois de janvier. Fait à noter, M. Maurer, contrairement à l'habitude, n'était accompagné d'aucun personnage politique important. Les communiqués publiés à la suite de ces visites ont été très laconiques et rien n'a filtré sur les entretiens qui ont eu lieu. Peut-on conclure, comme le fait le correspondant de la NZZ à Vienne,

- 4 -

que ces visites sont en relation avec l'attitude des représentants des pays satellites lors de la réunion du Parti communiste soviétique en mars prochain. Je l'ignore et l'on peut se demander s'il y a une relation entre ce problème et le fait qu'à deux reprises, durant ces derniers dix jours, le chargé d'affaires d'URSS à Bucarest a, sur sa demande, eu une entrevue avec M. Ceaușescu, Secrétaire général du Comité central du Parti communiste roumain.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.

L'Ambassadeur de Suisse :

C. A. Dubois

P.S.

Selon un entretien que j'ai eu, après la rédaction de ce rapport, avec l'Ambassadeur de Yougoslavie qui a assisté aux entretiens de M. Maurer avec le Président Tito, aucun agenda n'avait été fixé d'avance pour les discussions ayant eu lieu à Brioni. Celles-ci ont spécialement porté sur le problème du Vietnam. En revanche, d'après mon interlocuteur, il n'a à aucun moment été question de l'attitude roumaine ou yougoslave à la prochaine réunion du Parti communiste soviétique. Enfin, une matière à laquelle le premier Ministre Maurer a porté beaucoup d'intérêt : celle des Yougoslaves allant travailler dans les pays occidentaux, expérience que le Gouvernement yougoslave considère comme ayant donné d'excellents résultats. Vous savez en effet que jusqu'à présent la Roumanie n'a laissé sortir ses ressortissants qu'au compte-goutte. L'intérêt de M. Maurer signifierait-il une future libéralisation de la ligne de conduite roumaine dans ce domaine ?

Du